

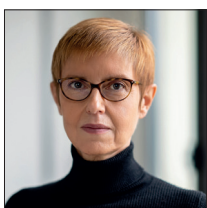
Dans le secteur agroalimentaire, la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) s'impose aux entreprises comme un levier stratégique de prévention des risques liés à la sécurité alimentaire. L'assurance responsabilité des dirigeants devient un vecteur de protection et d'engagement des dirigeants pour une alimentation éthique et durable.

AGROALIMENTAIRE

La RSE pour prévenir les risques de responsabilité des dirigeants



FRÉDÉRIQUE BANNES-PHILIP,
avocate, fondatrice de FB conseil



SARAH XERRI-HANOTE,
avocate associée, HMN Partners

Le secteur agroalimentaire connaît régulièrement des crises sanitaires d'envergure. Ces événements ont provoqué une perte de confiance croissante de la part des consommateurs, désormais plus soucieux de la transparence sur la composition des produits et sur la traçabilité des approvisionnements.

Face aux attentes sociétales, les entreprises agroalimentaires et leurs dirigeants sont exposés à des risques multiformes aux conséquences désastreuses. Dans ce contexte, les critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) dans le cadre d'une politique RSE se sont imposés comme des standards d'évaluation incontournables pour les grandes entreprises assujetties ⁽¹⁾. Bien au-delà des performances financières, ces critères permettent d'anticiper les risques émergents liés au changement climatique, à la sécurité alimentaire, aux droits humains ou à la cybersécurité. L'assurance responsabilité des dirigeants (RCMS) peut offrir une protection contre certains de ces risques, encore faut-il que l'entreprise soit capable de les cartographier et qu'elle ait mis en place une gouvernance apte à prévenir et gérer des situations critiques.

RISQUE SANITAIRE DANS L'AGROALIMENTAIRE : UNE MENACE À FORT IMPACT

Le risque sanitaire dans l'agroalimentaire se présente sous des formes multiples susceptibles d'affecter gravement la santé des consommateurs : contamination microbiologique, usage non conforme d'additifs chimiques ou de résidus de pesticides, défaut de maîtrise de la chaîne du froid, mauvaise traçabilité des produits ou lacunes dans l'hygiène des installations industrielles peuvent favoriser la survenue d'incidents sanitaires majeurs.

En 2024, l'Autorité de la concurrence annonce avoir sanctionné à hauteur de 19,5 M€ quinze acteurs de l'agroalimentaire pour s'être entendus entre 2010 et 2015 sur le fait de ne pas communiquer « sur la présence ou pas de bisphénol A » dans leurs conserves et canettes. En 2025, la multinationale Nestlé est poursuivie pour des contaminations alléguées de l'eau en bouteille avec un retentissement international.

Les conséquences de ces défaillances sont redoutables pour les entreprises concernées. Lorsqu'un risque sanitaire est avéré, il entraîne généralement un rappel de produits, une perte de la confiance des consommateurs et une chute significative du chiffre d'affaires. Les entreprises peuvent aussi faire face à des poursuites judiciaires, sous la forme d'actions en responsabilité civile ou pénale, avec à la clé des amendes importantes. Sans compter la stigmatisation médiatique et les campagnes de boycott pouvant fragiliser une marque sur le long terme, indépendamment des mesures correctives mises en œuvre.

RESPONSABILITÉ DES DIRIGEANTS : VERS UNE OBLIGATION DE VIGILANCE ACCRUE

Dans ce contexte, les dirigeants d'entreprises agroalimentaires sont confrontés à une densification du cadre réglementaire en vue de construire, dans le cadre d'une politique RSE, un dispositif de mesures d'impact des activités de leurs entreprises sur la base des critères ESG.

Au niveau européen, le « Paquet Hygiène » ⁽²⁾ de 2006 impose un ensemble de règles sur la sécurité des denrées alimentaires, tandis que le règlement INCO ⁽³⁾ de 2011 encadre les modalités d'étiquetage. Le système international HACCP (*Hazard Analysis*

and Critical Control Points), qui aborde la sécurité alimentaire d'un point de vue global, en analysant et contrôlant les dangers des matières premières ainsi que les étapes du processus de transformation et distribution d'un produit, est un standard imposé dans toute l'Union. Les directives européennes CSRD (reporting de durabilité) ⁽⁴⁾ et CS3D (devoir de vigilance) ⁽⁵⁾, ainsi que la réglementation européenne sur la taxonomie verte classifiant les activités économiques durables, ont été récemment modifiées par deux « paquets Omnibus » ⁽⁶⁾. Ces réglementations imposent aux grandes entreprises agroalimentaires un reporting extra-financier détaillé, qui s'accompagne d'une obligation implicite pour les dirigeants de rendre des comptes sur les conséquences sociales et environnementales de leurs décisions stratégiques. Les critères ESG ne s'accompagnent pas d'un régime de responsabilité ou de sanction nouveau, à l'exception du devoir de vigilance formalisé au sein de la directive européenne CS3D ⁽⁷⁾ dont l'autorité de surveillance n'est pas encore désignée en France et dont la mise en œuvre est remise en cause.

Face à ce millefeuille réglementaire, la responsabilité des dirigeants est morale, dans la mesure où **il revient au chef d'entreprise de garantir que les produits commercialisés soient sûrs, éthiques et durables**. Elle est aussi stratégique puisque l'identification et l'intégration des risques dans la gouvernance d'entreprise relèvent de la direction générale. Elle est enfin juridique dès lors que l'entreprise est tenue de publier des informations sincères et de respecter ses obligations de vigilance.

En France, les entreprises doivent aussi se conformer aux exigences du Code de la consommation et du Code rural sous le contrôle de la DGCCRF ou de l'Anses. De plus, l'article L.225-252 du Code de commerce permet aux actionnaires, pour le compte d'une société, d'intenter une action en responsabilité contre les administrateurs ou le directeur général, sur le fondement du non-respect des politiques ESG, pour réparer le préjudice subi par la société (*action ut singuli*). S'y ajoutent des obligations récentes issues de la loi française relative au devoir de vigilance des sociétés mères et entreprises donneuses d'ordre du 27 mars 2017 ⁽⁸⁾ imposant aux grandes entreprises de mettre en œuvre des mesures de prévention d'atteintes graves aux droits humains et à l'environnement dans leur chaîne de valeur, ce qui implique des analyses de traçabilité et un suivi des fournisseurs. Enfin, la loi DDADUE du 30 avril 2025, entrée en vigueur le 3 mai 2025 ⁽⁹⁾, vise à améliorer l'efficacité des actions de groupe en harmonisant les régimes existants en droit français, en élargissant leur champ d'application et la liste des demandeurs potentiels. Elle crée une faute lucrative sérieuse (article 1254 du Code civil) sanctionnée par une amende civile inassurable.

Face à ce millefeuille réglementaire, la responsabilité des dirigeants est morale, dans la mesure où il revient au chef d'entreprise de garantir que les produits commercialisés soient sûrs, éthiques et

durables. Elle est aussi stratégique puisque l'identification et l'intégration des risques dans la gouvernance d'entreprise relèvent de la direction générale. Elle est enfin juridique dès lors que l'entreprise est tenue de publier des informations sincères et de respecter ses obligations de vigilance.

La Cour de cassation a rappelé dans une jurisprudence constante qu'une entreprise pouvait engager sa responsabilité délictuelle sur le fondement des articles 1240 et 1241 du Code civil, au motif que « constitue un acte de concurrence déloyale le non-respect d'une réglementation dans l'exercice d'une activité commerciale, qui induit nécessairement un avantage concurrentiel indu pour son auteur » ⁽¹⁰⁾. Plusieurs dirigeants français du secteur agroalimentaire avaient été condamnés dans le passé pour des infractions liées à la sécurité alimentaire, à la fraude ou au défaut de traçabilité ⁽¹¹⁾. Les enjeux actuels sont tout autre, la montée en puissance des actions judiciaires fondées sur le devoir de vigilance et les obligations RSE/ESG dans le secteur agroalimentaire est réelle. La responsabilité de la société comme de ses dirigeants peut être pénalement recherchée dans des cas d'inexécution de mesures de retrait ou de tromperie sur les produits vendus non respectueux des engagements au regard des critères ESG. Ainsi, en France en 2023, la société Danone était assignée devant le tribunal judiciaire de Paris par trois ONG pour non-respect du devoir de vigilance en matière de plastique. Pour la première fois en France, une entreprise de l'agroalimentaire était poursuivie pour son utilisation du plastique, de sa chaîne d'approvisionnement jusqu'à la fin de vie des produits, sur le fondement de la loi sur le devoir de vigilance de 2017.

Si une entreprise exerce ses activités à l'international, elle doit faire face à une hétérogénéité des régimes juridiques en matière de pratiques ESG, aggravée par une interprétation des textes aléatoire selon les juridictions, créant une insécurité juridique. Ainsi, aux USA, un juge fédéral de Washington D.C. avait rejeté en 2022 une action en justice, intentée par huit plaignants, contre les sociétés Hershey Co, Nestlé SA, Cargill Inc., engageant leur responsabilité sur le fondement du « Trafficking Victims Protection Reauthorization Act » pour l'esclavage d'enfants dans les fermes de cacao en Côte d'Ivoire ⁽¹²⁾. En 2024, la société Vital Farms spécialisée dans la production d'œufs et trois de ses dirigeants ont gagné une *class action* lancée pour « greenwashing » et maltraitance animale.

ASSURANCE RESPONSABILITÉ DES DIRIGEANTS : UNE PROTECTION NÉCESSAIRE

En application des dispositions de l'article 1833 du Code civil ⁽¹³⁾ issu de la loi Pacte, une société est gérée dans son intérêt social en tenant compte des enjeux sociaux et environnementaux de son activité. Cette obligation est reprise dans les articles L.225-64 et L.225-65 du Code de commerce pour les conseils de surveillance et les directoires. Les dirigeants et administrateurs des entreprises sont donc tenus de mettre en place des dispositifs de conformité aux exigences réglementaires en matière de RSE, qui incluent des processus de contrôle et d'audit interne pour s'assurer de leur mise en œuvre effective. À défaut, la responsabilité personnelle civile et/ou pénale d'un dirigeant et/ou d'un administrateur peut être mise en cause.

Dans ce contexte à haut risque, l'assurance responsabilité des dirigeants (RCMS) apparaît comme une protection indispensable. Elle vise à couvrir les dirigeants de droit ou de fait, les employés exerçant des fonctions de direction contre les fautes de gestion >>

» dans l'exercice de leurs fonctions qu'il s'agisse du non-respect d'une réglementation ou de tout autre comportement fautif. Cette garantie prend en charge les frais de défense et les conséquences pécuniaires résultant de toute réclamation amiable ou judiciaire introduite pendant la période d'assurance, ou une période subséquente de cinq ans, à l'encontre d'un assuré personne physique, mettant en jeu sa responsabilité civile individuelle ou solidaire, et imputable à une faute de gestion, réelle ou alléguée.

Le non-respect des dispositions réglementaires par les dirigeants, tels que des manquements à des normes sanitaires ou à des obligations réglementaires spécifiques à l'agroalimentaire, est susceptible d'entrer dans le cadre de la faute de gestion. Ceci suppose, d'une part, que la garantie protège au premier euro le dirigeant personne physique quand la société ne peut l'indemniser, mais aussi la société souscriptrice, lorsqu'elle peut indemniser ses dirigeants ou lorsqu'elle fait l'objet de réclamations boursières et, d'autre part, que les montants de garantie soient adaptés aux risques financiers pour faire face à une action collective et aux conséquences d'une crise sanitaire de grande ampleur.

La garantie responsabilité des dirigeants, distribuée sur le marché français, comporte des exclusions légales ou contractuelles. Ainsi, la faute dolosive, qui s'entend d'un acte délibéré de l'assuré commis avec la conscience du caractère inéluctable de ses conséquences dommageables⁽¹⁴⁾, est privative de la garantie d'assurance. De même, l'ACPR a diffusé, le 18 mars 2025, un communiqué de presse confirmant l'inassurabilité des amendes prononcées par une autorité administrative. Sont exclues également, car relevant d'autres polices, les réparations des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs résultant d'une atteinte à l'environnement. Par ailleurs, les cas de rappels de produits ou de pollution, causés par des rejets d'une exploitation agricole ou vinicole étant garantis par d'autres contrats, ne sauraient mobiliser la garantie responsabilité des dirigeants, sauf si une faute de gestion peut être reprochée au dirigeant.

La mise en œuvre d'un dispositif ESG rigoureux et crédible constitue un levier essentiel pour réduire les risques et garantir l'effectivité de la couverture assurantielle. Une cartographie précise des risques, la mise en place de procédures HACCP, l'adoption d'un code éthique, un système d'alerte interne performant, des mécanismes de suivi et de

La mise en œuvre d'un dispositif ESG rigoureux et crédible **constitue un levier essentiel pour réduire les risques et garantir l'effectivité de la couverture assurantielle.** Une cartographie précise des risques, la mise en place de procédures HACCP, l'adoption d'un code éthique, un système d'alerte interne performant, des mécanismes de suivi et de traçabilité des chaînes d'approvisionnement, des plans de résilience opérationnelle, sont autant d'outils à mobiliser.

traçabilité des chaînes d'approvisionnement, des plans de résilience opérationnelle, sont autant d'outils à mobiliser. L'intégration de ces enjeux dans la stratégie d'entreprise passe par la formation continue des salariés, une veille réglementaire active et le renforcement des dispositifs de contrôle interne. L'instauration de comités RSE au sein des conseils d'administration, ainsi que l'utilisation d'outils de suivi des sources éthiques d'approvisionnement, participent à la logique d'exemplarité. Autant de facteurs que les assureurs doivent prendre en compte dans leur analyse de risques pour adapter les montants de primes en fonction du niveau de conformité et de gouvernance démontré par l'entreprise.

Les critères ESG forment une colonne vertébrale pour structurer une démarche responsable et prévenir les dérives. Or, pour les dirigeants, les défis sont de taille. Ils doivent concilier les coûts élevés de la transition vers des pratiques plus durables avec la nécessité de préserver les marges de rentabilité. La traçabilité complexe des chaînes d'approvisionnement, l'hétérogénéité des réglementations entre les pays ou encore la difficulté à obtenir des données fiables sont autant de freins à la mise en œuvre d'une politique ESG aboutie. L'assurance responsabilité des dirigeants joue un rôle clé, à condition que les dirigeants s'inscrivent dans une logique proactive de maîtrise des risques. Plus qu'un simple outil de protection, elle devient un vecteur d'engagement pour une alimentation plus sûre, plus éthique et plus durable. ■

⁽¹⁾ Entreprises cotées (plus de 500 salariés, un CA de plus de 40 M€ et un bilan de 20 M€) ; entreprises non cotées (plus de 500 salariés, un CA et un bilan de plus de 100 M€) ; organisations du secteur du crédit, des assurances et des mutuelles selon des critères définis.

⁽²⁾ Livre blanc sur la sécurité alimentaire, EUR-Lex

⁽³⁾ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:32011R1169>

⁽⁴⁾ <https://eur-lex.europa.eu/eli/dir/2022/2464/oj/eng>

⁽⁵⁾ <https://eur-lex.europa.eu/eli/dir/2024/1760/oj/eng>

⁽⁶⁾ Paquets législatifs du 26/02/2025 visant à simplifier des réglementations sociales et environnementales européennes à des fins de stimulation de la compétitivité du marché unique.

⁽⁷⁾ La directive CS3D prévoit un dispositif d'amendes pouvant atteindre 5 % du CA mondial pour les multinationales.

⁽⁸⁾ <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFARTI000034290627> pour les entreprises de plus de 5000 salariés en France et 10 000 salariés dans le monde

⁽⁹⁾ Loi n°2025-391

⁽¹⁰⁾ Cass. com. 21 janvier 2014, n°12-25.443, inédit ; Cass. com., 17 mars 2021, n°19-10.414, inédit

⁽¹¹⁾ En 2019, le gérant du groupe Chéritel est condamné à trois mois de prison avec sursis pour tromperie sur l'origine des produits. De même, J. Poujol (ex-directeur de fait) et P. Monguillon (ex-directeur de l'usine de Castelnau-d'Aud) du groupe Spanghero étaient condamnés respectivement à deux ans de prison, une amende et une interdiction de deux ans d'exercer dans le commerce de viande, et six mois de prison avec sursis. En 2006, M. Urion, ancien PDG du groupe Lactalis, était condamné à six mois de prison avec sursis et à une amende pour falsification de lait.

⁽¹²⁾ Issouf Coubaly et al. v. Cargill, INC. et al., U.S. District Court, District of Columbia, n° 21-00386, https://www.govinfo.gov/app/details/USCOURTS-dcd-1_21-cv-00386/context

⁽¹³⁾ Art. 1833 du Code civil : « Toute société doit avoir un objet licite et être constituée dans l'intérêt commun des associés. La société est gérée dans son intérêt social, en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de son activité. »

⁽¹⁴⁾ Cass. Civ. 2^e, 20 janv. 2022, n° 20-13.245